

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 août 2004
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Points 67 et 156 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Cinquante-neuvième année

**Examen de l'application de la Déclaration
sur le renforcement de la sécurité internationale**

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettres identiques datées du 12 août 2004, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les dernières attaques terroristes perpétrées contre des citoyens israéliens.

Le 11 août 2004, des terroristes palestiniens ont fait détoner un sac contenant des explosifs bourré de débris de métal au poste de contrôle de Qalandiyah, à l'entrée nord de Jérusalem. Les terroristes se sont rendus en voiture de Djénine à Jérusalem au Sud, leurs tentatives pour entrer en Israël plus au nord ayant vraisemblablement échoué du fait de la clôture de sécurité. Six soldats israéliens et 12 civils palestiniens ont été blessés dans l'explosion et deux passants palestiniens tués. La brigade des martyrs d'Al-Aqsa, liée à Yasser Arafat lui-même, a par la suite revendiqué fièrement la responsabilité de cet acte violent et meurtrier.

Dans l'entretemps, des attaques à la roquette continuent d'être régulièrement lancées à partir de la bande de Gaza contre des civils israéliens, comme en a été informé hier le Conseil de sécurité. Au cours du mois écoulé, plus de 60 roquettes ont été lancées de Beit Hanoun en direction de communautés israéliennes situées près de la bande de Gaza, faisant des blessés et causant des dommages matériels. Ces attaques, comme d'autres actes de terreur palestiniens, sont menées dans un but bien précis : tuer et blesser autant de civils que possible.

Ce recours continu au terrorisme, soutenu et toléré par les dirigeants palestiniens, ne constitue pas seulement une violation permanente et flagrante des normes internationales de base, des engagements qui ont été signés et des termes explicites de la Feuille de route, il menace également la paix dans la région et met en péril la vie tant des Palestiniens que des Israéliens.



Le lancement de roquettes à partir des zones civiles de Beit Hanoun constitue une grave violation du droit international humanitaire non seulement parce que des civils israéliens innocents en sont la cible, mais également parce que des résidents palestiniens risquent d'être tués et servent d'otages. De par les tactiques méprisables qu'ils ne cessent d'utiliser, les terroristes palestiniens se servent en effet de Palestiniens innocents comme de boucliers humains et utilisent des zones civiles comme point de départ de leurs atrocités terroristes, en violation directe des droits de l'homme et des normes humanitaires les plus fondamentaux. Lors d'un incident grave ayant eu lieu récemment – le 22 juillet 2004 – un Palestinien de 15 ans, Hassan Jameel Al-Zaanin, a été tué de sang froid par des terroristes de la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa liée au Fatah lorsqu'il a essayé de les empêcher de lancer une attaque à la roquette Qassam près de la maison de sa famille.

Dans la dernière lettre présentée au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur de la Palestine, datée du 9 août 2004 (A/ES-10/276-S/2004/630), la mort d'Hassan Jameel Al-Zaanin a été imputée aux forces israéliennes, une absurdité mensongère. Bien sûr, le fait que cette lettre contienne une allégation aussi fallacieuse ne doit pas constituer une surprise. La communauté internationale est maintenant très habituée aux contrevérités perverses et aux fabrications pures et simples qui figurent dans les déclarations palestiniennes, qui font des meurtriers des « martyrs », et des terroristes armés des civils innocents et passent sous silence les victimes innocentes du terrorisme palestinien. Ces lettres, qui font abstraction des responsabilités palestiniennes et des droits israéliens et ne reconnaissent aucunement les énormes difficultés que rencontrent les forces israéliennes pour tenter de protéger les citoyens du pays – tout en nuisant le moins possible aux civils palestiniens pris entre deux feux – lorsque les terroristes auxquels ils sont confrontés n'accordent pas, par les tactiques utilisées, davantage d'attention aux vies palestiniennes qu'aux vies israéliennes, suivent un modèle bien connu.

Cette lettre et toutes celles qui l'ont précédée ne correspondent tout simplement pas à la réalité sur le terrain et ne tiennent pas compte des droits et obligations mutuels énoncés dans la Feuille de route. La lettre en question reflète malheureusement toutefois le refus des dirigeants palestiniens d'accepter une responsabilité quelconque pour la souffrance qu'ils ont infligée à leur propre peuple et au peuple israélien, comme l'a démontré l'attaque terroriste d'hier à Jérusalem. Israël appelle la communauté internationale à réaffirmer son rejet absolu des tactiques terroristes, de n'accepter rien de moins que le démantèlement complet des organisations terroristes et d'user de son autorité pour obliger tous les régimes soutenant le terrorisme dans la région à s'acquitter de leurs responsabilités, conformément au droit international, aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 1373 (2001), et à la Feuille de route, afin que les deux parties puissent finalement s'acheminer vers la paix et la réconciliation.

La présente lettre est soumise à titre de suivi des nombreuses autres lettres décrivant de manière détaillée la campagne de terrorisme palestinien qui a commencé en septembre 2000 et documentant les activités terroristes criminelles pour lesquelles les terroristes et ceux qui les soutiennent doivent être tenus pleinement responsables. Je sou mets une lettre identique au Président du Conseil de sécurité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session, au titre des points 67 et 156, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent adjoint
(*Signé*) Arye **Mekel**
